

«CHARGÉ DE MISSION RÉGIONAL "ÉNERGIE" POUR LES BÂTIMENTS DE L'ÉTAT»

DESCRIPTION DU POSTE	
Intitulé du poste	Chargé de mission régional "énergie" en charge de la transition énergétique des bâtiments de l'État pour la région Centre-Val de Loire .
Poste à pourvoir le	Immédiatement (création de poste).
Date de publication	Par défaut jour de la publication sur la place de l'emploi public (PEP).
Nature de l'emploi (PEP uniquement)	Fonctionnaire titulaire et/ou contractuel de catégorie A.
Informations complémentaires	<p>Pour les candidats fonctionnaires, le recrutement sera effectué dans le cadre d'un détachement ou en position normale d'activité (PNA) à équivalence de grade avec celui détenu dans l'administration d'origine et à l'échelon comportant un indice égal ou immédiatement supérieur à celui détenu précédemment.</p> <p>Pour les candidats non fonctionnaires, le recrutement sera établi dans le cadre d'un CDD de 3 ans régi par l'article L.332-2-2° du code général de la fonction publique. La rémunération proposée sera déterminée en fonction notamment du niveau de diplôme et de l'expérience professionnelle du candidat (expérience de 0 à 3 ans : 38/48 k€ brut annuel ; expérience de 3 à 5 ans : 48/55 k€ brut annuel ; expérience > 5 ans : 55/70 k€ brut annuel).</p> <p>Télétravail : après une période d'adaptation au poste, une part de télétravail pourra être envisagée (dans l'organisation actuelle de l'équipe, certains agents télétravaillent jusqu'à deux jours par semaine).</p> <p>S'agissant d'un poste au choix, la durée minimale de séjour est fixée à 3 ans.</p> <p>Dépôt des candidatures et personne à contacter s'agissant des caractéristiques du poste : Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation, 3 derniers comptes-rendus d'entretien professionnel et avis du Directeur) sont à adresser, dans le délai d'un mois à compter de la publication de la présente fiche de poste, à : <ul style="list-style-type: none"> • M. Olivier de SORAS, responsable régional de la politique immobilière de l'État en région Centre-Val de Loire : Téléphone (ligne directe) : 02-38-74-55-67 Courriel : olivier.de-soras@dgfip.finances.gouv.fr </p> <p>Personnes à contacter s'agissant de la situation administrative du poste :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nathalie METZ, inspectrice divisionnaire Tél. : 01.53.18.00.88 • Léonor MINO, inspectrice Tél. : 01.53.18.01.82 • David LETERRIER, inspecteur Tél. : 01.53.18.04.73

<p>Présentation de la structure recruteuse</p>	<p>La direction générale des finances publiques est une direction à réseau, implantée sur l'ensemble du territoire, au travers des directions régionales et départementales des finances publiques, et de ses directions nationales et spécialisées, qui compte 97 000 agents.</p> <p>En son sein, la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE) définit la politique immobilière de l'État, dont les objectifs consistent à doter l'État d'une stratégie de pilotage de parc tout en plaçant le raisonnement économique au cœur de la décision.</p> <p>L'une des traductions de ces orientations est le renforcement des acteurs de la PIE, et en particulier du responsable régional de la politique immobilière de l'État (RRPIE), afin de décliner, au niveau régional, la PIE définie au plan national par la Direction de l'Immobilier de l'État.</p> <p>Sous l'autorité hiérarchique du directeur régional des finances publiques et sous l'autorité fonctionnelle de la préfète de région, le RRPIE, assisté de ses collaborateurs rassemblés au sein de la mission régionale de la politique immobilière de l'État (MRPIE), est chargé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ piloter la stratégie immobilière au niveau régional, ▪ mettre en œuvre la PIE et favoriser la déclinaison territoriale de la stratégie régionale, ▪ accompagner les projets immobiliers, ▪ assurer l'animation des acteurs locaux de la PIE, sur les volets techniques, dont la dimension énergétique, objet de la présente fiche de poste.
<p>Description du poste : contexte général</p>	<p>La consommation annuelle du parc immobilier de l'État (192 000 bâtiments, 94 millions m²) est de l'ordre 16 TWh (référence 2019) avec des émissions annuelles de 2,2 millions de tonnes de CO₂eq. Près de 80 000 bâtiments sont soumis au dispositif éco-énergie tertiaire. La transition environnementale des bâtiments de l'État est un enjeu majeur dans la lutte contre le changement climatique, la souveraineté française en matière énergétique et la maîtrise des dépenses en énergie.</p> <p>Le management de l'énergie au sein du parc immobilier de l'État repose sur une organisation métier déployée au niveau interministériel. Sa finalité consiste à identifier, proposer, mettre en œuvre et suivre au sein des administrations occupant des biens contrôlés par l'État l'ensemble des actions contribuant à la performance environnementale, et notamment énergétique, des bâtiments.</p> <p>Un coordinateur énergie immobilier (CEI), placé sous l'autorité de la préfète de région, au sein du Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR, préfecture de région), pilote et coordonne l'ensemble des travaux relatifs à la production et au suivi d'une stratégie de performance énergétique à la hauteur du parc immobilier occupé.</p> <p>La MRPIE travaille en étroite relation avec les équipes du SGAR, tant pour la tenue régulière et la co-animation des conférences régionales de l'immobilier public (CRIP) que pour l'animation du réseau des acteurs locaux de l'immobilier.</p>

<p>Description du poste : missions</p>	<p>Le chargé de mission régional "énergie" pour les bâtiments de l'État, dans le cadre de cette organisation, a pour missions, en lien avec le CEI :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ de conduire les actions de nature interministérielle contribuant à l'amélioration de la performance du parc immobilier de l'État ; ▪ d'entretenir la relation, dans une logique d'animation de réseau et de soutien, avec les acteurs de l'immobilier en région sur le thème de la performance environnementale et notamment énergétique du parc immobilier ; ▪ de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie énergétique du schéma directeur immobilier régional (SDIR) 2023-2027, ▪ d'accompagner le coordinateur énergie dans son action de mobilisation des services pour la mise en œuvre des actions retenues au sein de la stratégie énergétique ; ▪ d'apporter un soutien technique au coordinateur énergie et aux services en charge de l'immobilier au sein des départements, dans le domaine de la performance environnementale du bâtiment ; ▪ d'assurer une veille réglementaire et technique en matière de performance énergétique des bâtiments ; ▪ de contribuer à la diffusion de l'information et à la sensibilisation sur l'impact environnemental du parc immobilier en région. <p>Par son action et son soutien aux acteurs de l'immobilier, le chargé de mission régional "énergie" pour les bâtiments de l'État est un acteur de la transition énergétique du parc immobilier et un contributeur essentiel à la performance de l'État dans le domaine environnemental.</p> <p>La nature de ses missions suppose, de la part du chargé de mission régional "énergie" pour les bâtiments de l'État, des compétences techniques avérées dans le domaine de la performance environnementale des bâtiments et des savoir-faire dans le fonctionnement en réseau d'acteurs multiples.</p>
<p>Profil recherché</p>	<p><u>Compétences requises</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience dans le domaine de l'immobilier, • Compétences techniques et réglementaires dans le domaine du bâtiment, notamment dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et de la thermique, • Animation de réseau et pilotage / gestion de projets : tableau de bord, indicateurs, alertes, comité de suivi, de pilotage, ... , • Connaissance de l'administration et du secteur public. <p><u>Qualités requises</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité, • Excellent relationnel et sens du travail en équipe en environnement collaboratif, • Forte capacité d'analyse et de synthèse, de communication et d'animation, • Rigueur méthodologique et sens de l'organisation, • Esprit d'initiative, de réactivité et autonomie, • Qualités pédagogiques. <p>Ce poste est ouvert plutôt aux profils techniques.</p>
<p>Localisation du poste</p>	<p>Direction régionale des Finances Publiques du Centre-Val de Loire 4, Place du Martroi – BP 2435 - 45032 ORLEANS Cedex 1</p> <p>Mission régionale de la politique immobilière de l'État Centre-Val de Loire 70, rue de La Bretonnerie - 45006 ORLEANS Cedex 1</p>